

« Une forme d'instrumentalisation inédite dans l'histoire »

L'historien Stéphane Sirot pointe une dérive inquiétante, sans précédent, de la part de la droite républicaine : la dénonciation systématique et violente des syndicats.

L'opération politique consistant à détourner le 1er Mai n'est pas une nouveauté dans l'histoire.

Stéphane Sirot : Ce qui n'est pas nouveau, c'est que le 1er Mai s'invite dans un processus électoral. En 1936, entre les deux tours des législatives qui ont porté Blum au pouvoir, il a déclenché la vague de grèves que l'on connaît. Le 1er Mai 1950, de Gaulle a organisé un grand rassemblement à Bagatelle, avec un discours sur la question de la participation. L'habitude prise par le Front national de se réunir le 1er mai pour fêter soi-disant Jeanne d'Arc remonte au 1er mai 1988, lendemain de la présidentielle où Jean-Marie Le Pen avait fait près de 15 %. Et le 1er Mai 2002, on se souvient de ces manifestations au lendemain de la qualification de Le Pen pour le second tour. Ce qui est beaucoup plus particulier, c'est qu'on n'a jamais eu cette forme d'instrumentalisation entre les deux tours de l'élection par le candidat de la droite républicaine, organisant une espèce de contre-manif qui vise à être un contrepoids aux syndicats. C'est inédit, et ça s'inscrit dans le contexte de la poursuite et de la radicalisation du discours que porte déjà, depuis le début de sa campagne, Nicolas Sarkozy à propos de la dénonciation très violente du rôle des contre-pouvoirs, des syndicats en particulier, et au lendemain d'un premier tour où le FN a fait 18 %. Cela me semble être une dérive inquiétante, surtout dans un contexte où on sent bien que le champ politique français, particulièrement celui de sa partie droite, dérive vers une démarche à l'autrichienne.

Quand l'UMP se recommande de la défense du « vrai travail », cela n'évoque-t-il pas une période sombre de l'histoire ?

Stéphane Sirot : Le dernier Chef de l'Etat qui, en France, a cherché, de cette façon-là, à instrumentaliser le 1er Mai, c'est Pétain en 1941 avec la « Fête du travail et de la concorde sociale ». Sans avoir besoin d'aller jusqu'à une comparaison historique, c'est tout à fait logique puisque la démarche n'est pas tellement de s'inscrire dans une tradition. On n'est plus sous Pétain. Mais à partir du moment où on veut attirer un électorat d'une extrême droite dont la rhétorique est volontairement marquée historiquement, alors, on en arrive à tenir ce propos.

Ne faut-il pas rappeler l'origine historique du 1er Mai ?

Stéphane Sirot : L'origine, c'est 1886, aux Etats-Unis, à Chicago, la grève des ouvriers américains pour la journée de huit heures, qui a donné lieu à des violences et à des morts. Ce qui a entraîné, en 1889, la décision du mouvement ouvrier international de faire du 1er mai 1890 la première journée de revendication en faveur de la journée de huit heures. A partir de 1941, c'est devenu la « Fête du travail et de la concorde sociale », s'inscrivant dans l'aspect corporatiste du régime de Vichy. C'est une spécialité des régimes autoritaires et totalitaires d'instrumentaliser le 1er Mai. En 1933, Hitler fait du 1er Mai en Allemagne une journée chômée, ce sera aussi le cas dans l'Espagne de Franco, puis avec le régime de Vichy. Il s'agit ainsi de désarmer le monde du travail. En France, c'est seulement en 1947 que le 1er Mai est devenu un jour chômé. Il faudra toutefois attendre 1968 pour que, notamment à l'initiative de la CGT, il redevienne une grande journée de mobilisation syndicale.

Au-delà de la manœuvre électoraliste de Nicolas Sarkozy, faut-il s'inquiéter d'une dérive autoritaire ?

Stéphane Sirot : Si Nicolas Sarkozy était réélu et appliquait le discours qu'il tient actuellement - multiplier les appels au peuple par le biais du référendum, négliger les corps intermédiaires - ce serait une manière inédite, depuis l'après-guerre, de gouverner notre pays. Mais ce que je trouve intéressant, c'est ce qui se passe côté syndical et côté Front de gauche. Ce lien qui est en train de se retisser entre une partie du monde syndical et une partie du champ politique. La campagne électorale qui vient de se dérouler a produit une espèce de repolitisation du mouvement syndical, au sens de la participation à la réflexion dans la cité. Une des raisons des échecs des mouvements sociaux au plan national, me semble-t-il, c'était cette difficulté des syndicats à avoir une démarche complétée par une forme d'expression politique forte. La liaison entre politique et social, en France, a toujours été le gage de l'efficacité de la démarche syndicale. Si ce lien pouvait se recréer, c'est quelque chose qui pourrait être intéressant pour le monde du travail, et inquiétant pour ceux qui se positionnent contre lui.